

aux tribunaux, et cela remonte aussi à la belle vieille méthode de l'époque de M. Bennett, alors qu'on pouvait traiter un établissement d'une façon et un autre de façon différente ou une denrée d'une certaine façon et une autre, d'une autre façon. Je ne m'attarderai pas là-dessus aujourd'hui parce que nous aurons l'occasion d'y revenir aux étapes de la résolution et du bill.

J'aimerais faire quelques autres observations. Il y a une grande différence, car M. Bennett n'avait pas honte de ce qu'il faisait. En agissant comme il le faisait, il ne prétendait pas être libéral; lorsqu'il s'agissait de commerce, il s'exprimait en toute honnêteté et de façon directe, et non pas de la façon sournoise et furtive qui est si caractéristique du ministre des Finances. Évidemment, le ministre des Finances s'est montré l'émule de M. Bennett dans un autre domaine. Il menace maintenant les Britanniques; il agite la matraque devant M. Macmillan qui, semble-t-il, se blottit quelque part à White Hall, craignant d'entrer en relations plus étroites avec l'Europe à cause de la grave menace de représailles en provenance d'Eglinton.

Que fait encore le ministre? Il dit à M. Macmillan: «Si vous ne voulez pas marcher, nous allons nous jeter dans les bras des États-Unis». C'est là la version abrégée du discours que le ministre a prononcé à Ste-Adèle.

**L'hon. M. Fleming:** Il s'agit plutôt d'une version erronée à la Pickersgill, qui n'a rien à voir avec les faits.

**L'hon. M. Pickersgill:** L'honorable député de Halton a parlé de l'isolement libéral; et cela, à propos du chef de l'opposition qui, plus que tout autre homme dans le monde, est à l'origine de l'alliance nord-atlantique. Il n'a pas à craindre que le parti libéral conduise le pays vers l'isolement; mais, en revanche, nous avons tout lieu de nous inquiéter de ce que le gouvernement tory conduise le pays vers l'isolement commercial, s'il continue à suivre la ligne de conduite dans laquelle il s'est engagé, tant avec ce budget-ci qu'avec les budgets précédents.

Évidemment, je ne crois pas que ces dispositions essentiellement canadiennes soient principalement à l'origine de ce budget, ou encore de la session qui a eu lieu avant Noël, et au cours de laquelle ce budget a été présenté. Dans un de ses bons moments qu'il réserve pour ses pérégrinations à travers le pays, le ministre a déclaré, à Brantford,—et on a déjà cité ses paroles hier; mais c'est une telle perle que je devrais, je crois, les citer de nouveau. J'ai ici son texte, tel qu'il a été

[L'hon. M. Pickersgill.]

publié par le cabinet du ministre des Finances, division des communiqués de presse, service qui n'existait pas avant que le gouvernement actuel entre en fonctions, et qui entraîne, je crois, une dépense d'environ \$10,000 par année. C'est, je crois, pour assurer un certain sens de l'humour au ministre. Je dirai que, de tous les débours du gouvernement actuel, cette dépense en particulier représente le fiasco le plus complet.

Dans son discours, le ministre a déclaré:

Si le Parlement a été convoqué en novembre, c'est afin d'aborder sans plus tarder le programme du gouvernement destiné à remédier aux problèmes économiques du Canada, surtout celui du chômage.

Puis il a dit pour faire contrepoids à cette déclaration:

Ce n'est pas du tout une session d'urgence car il n'y a pas de crise nationale.

Il n'existe peut-être pas de crise nationale dans l'esprit du ministre des Finances, mais je ne crois pas que les Canadiens lui donnent raison là-dessus, et nous qui siégeons de ce côté-ci de la Chambre ne sommes certes pas de son avis.

Je vais faire quelque chose que je n'ai jamais, je pense, fait auparavant dans cette enceinte. Je veux exposer mes vues sur le caractère de cette crise que constitue le chômage, et je vais, ce faisant, suivre mes notes de très près, car je veux être précis...

**Une voix:** Voilà qui est plus sensé!

**L'hon. M. Pickersgill:** ... comme les honorables vis-à-vis ont tendance à condamner et à déformer toutes les opinions sur ce sujet qui émanent de ce côté-ci de la Chambre...

**M. Pallett:** Opinions formulées sans doute par le nouvel agent des relations extérieures affecté au bureau du chef de l'opposition.

**L'hon. M. Pickersgill:** Si le député veut bien prendre patience, il verra...

**M. Pallett:** C'est un spécialiste.

**L'hon. M. Pickersgill:**

Certaines données ont surgi de ce débat. Elles sont maintenant claires comme le jour. Tout d'abord, le chômage est répandu au Canada à l'heure actuelle, et la situation est tout bonnement désolante.

En second lieu, des Canadiens souffrent alors qu'on constate des indices de prospérité et que bien des gens gagnent plus d'argent qu'ils n'en ont jamais gagné. Et pourtant, chez nous, des gens pâtissent encore du chômage. Des Canadiens ont faim! Tous les jours, le chômage sépare les familles. Tous ceux qui dans les grands centres urbains s'occupent de service social, d'œuvres pieuses ou de philanthropie, tous ceux qui ont une responsabilité envers le public, savent bien qu'à cause du chômage aigu, des hommes quittent volontairement leurs familles, sachant que c'est seulement ainsi qu'elles pourront être admissibles aux secours de l'assistance publique.

Troisièmement, ces nombreux chômeurs veulent du travail...